

0cm

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

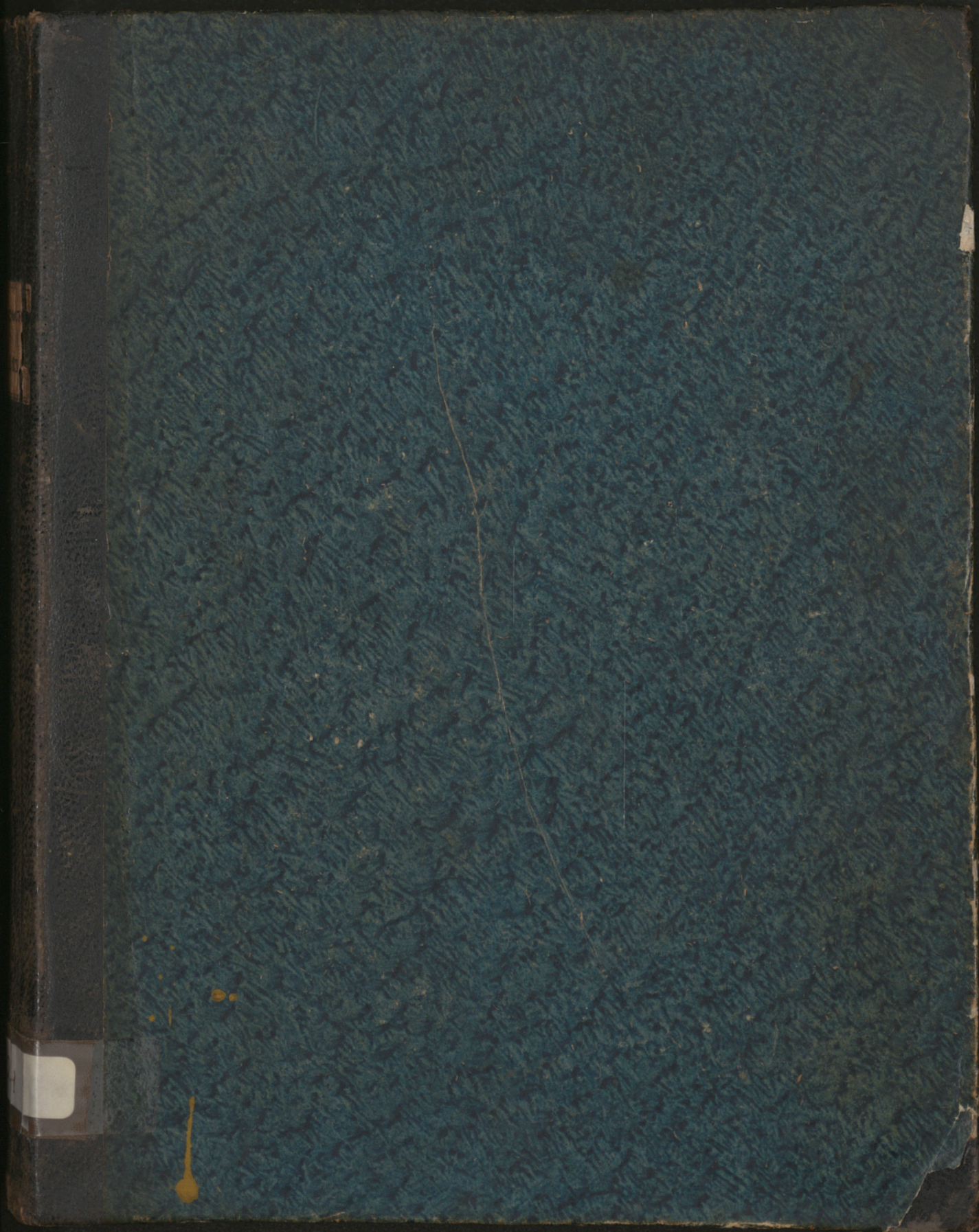
23

2

CONCOUR

DE 1838

Q24





11b
11c

Concours
ouvert devant la Faculté de droit de Paris,
le 16 Janvier 1841.

Nominations.

Résultat de la délibération du Jury.
30 Juin 1841.

Chaire de droit commercial, (Toulouse) vacante par le décès
de M. Ferradou.
1^{er} tour de scrutin.

M. M.	MM. Dufour, suppléant à Toulouse	8 voix.
	Delgers, suppléant à Paris	5.
	Molinier, suppléant à Toulouse	4.
Dufour, professeur à Toulouse.	Cabantous, docteur en droit	1.

2^e tour de scrutin.

MM. Dufour	9.
Molinier	5.
Delgers	4.

Ballottage entre MM. Dufour et Molinier.

MM. Dufour	12.
Molinier	

Chaire de procédure civile, (Poitiers) vacante par le décès
de M. Boncansa, Doyen.

1^{er} tour de scrutin.

MM. Bourbeau, docteur en droit	7 voix.
Massol, suppléant provisoire à Toulouse	4.
Etienne, docteur en droit	3.
Laplace	3.
Cabantous	1.

Bourbeau.
professeur à Poitiers.

2^e tour de scrutin.

MM. Bourbeau	5.
Massol	5.
Etienne	4.
Laplace	4.

Ballottage

MM. Bourbeau	11.
Massol	7.

Chaire de code, (Strasbourg).

MM. Rau, suppléant à Strasbourg	15 voix.
Laplace	3.

Rau.
professeur à Strasbourg.

Suppléance de Paris.

1^{er} tour de scrutin.

	M.M. Colmet d'Age, docteur en droit . . .	5 voix
	Berriat-S ^t Prix, idem . . .	4.
	Vuatrieu, idem . . .	4.
	Gaslonde, suppléant à Dijon . . .	4.
Colmet d'Age, suppléant à Paris.	Eschbach, docteur en droit . . .	1.

2^e tour de scrutin.

M.M.	Colmet d'Age . . .	6.
	Berriat-S ^t Prix . . .	5.
	Vuatrieu . . .	4.
	Gaslonde . . .	4.

Balottage.

M.M.	Colmet d'Age . . .	10.
	Berriat-S ^t Prix . . .	8.

Suppléance de Poitiers.

	M.M. Etienne, docteur en droit . . .	10 voix
Etienne, sup ^t à Poitiers.	Massol, suppléant prov. à Toulouse . . .	7.
	Ragon, docteur en droit . . .	1.

Suppléance d'Aix.

	M.M. Guis, docteur en droit . . .	15 voix
guis, sup ^t à Aix.	Cabantous, idem . . .	1.
	Ragon, idem . . .	1.
	Machelard, idem . . .	1.

Suppléance de Dijon.

	M.M. Cabantous, docteur en droit . . .	11.
Cabantous, sup ^t à Dijon	Gaulet, idem . . .	3.
	Ragon, idem . . .	2.
	Lacourne, idem . . .	1.
	Borviel, idem . . .	1.

Suppléance de Caen.

	M.M. Machelard, docteur en droit . . .	11 voix	} après deux tours de scrutin.
Machelard, sup ^t à Caen.	Cauvet, idem . . .	7.	



Supplément de Paris

1^{re} liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris, de Paris, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Colinet, de Paris	4
Colinet, de Paris	4

2^e liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4



M. M. Colinet, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4

Supplément de Dijon

M. M. Colinet, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4

Supplément de Lyon

M. M. Colinet, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4

VARIÉTÉS.

CONCOURS OUVERT DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT.

La première séance publique consacrée aux épreuves orales sur le droit civil français a eu lieu, hier matin, dans la salle des exercices de la faculté. Dès le début, au milieu d'un nombreux auditoire, M. Giraud, président du concours à pris la parole en ces termes :

« Messieurs,

Voici le troisième concours que la sollicitude du chef illustre de l'université a ouvert pendant cette année aux ambitions honorables qui se dévouent à la carrière de l'enseignement du droit. Ces luttes répétées de l'intelligence et du savoir, loin de fatiguer et de décourager les candidats, semblent au contraire imprimer une activité nouvelle à leurs travaux et développer avec plus d'avantages la puissance et le talent des concurrents. C'est ainsi qu'après les concours de Rennes dont l'éclat a été si brillant, nous retrouvons à Toulouse une réunion de docteurs dont la généreuse émulation promet les plus heureux résultats.

C'est que les concours, messieurs, sont intimement liés à la vie universitaire, et qu'à tout prendre, cette voie si périlleuse et si difficile, en apparence, offre au mérite les chances de succès les plus certaines. La vie de l'homme est-elle autre chose qu'un combat ? C'est dans la lutte que l'homme grandit et s'élève ; et la lutte à ciel ouvert qu'offrent les concours publics vaut bien mieux que la lutte sombre et la vie tortueuse dans laquelle trop souvent s'engagent les passions ennemies et les intérêts rivaux.

Cette année sera donc profitable pour la science et pour la prospérité des études du droit ; et il ne sera pas moins important, par le nombre des concurrents et par l'éclat des talents, le concours qui doit compléter la seconde faculté du royaume, héritier de cette noble et antique université de Toulouse qui, fondée dans cette ville savante, au 13^e siècle, compte dans son sein, dès le premier âge, un si grand nombre d'éminents jurisconsultes, qui obtint une si grande renommée que son suffrage fut brigué pendant les démêlés orageux des papes et des rois, et dont la gloire, au 16^e siècle, se confond avec celle des plus illustres réformateurs de la science du droit.

Que dirai-je, Messieurs, des circonstances dans lesquelles se produit ce concours ? Elles ajoutent encore à l'intérêt de ces épreuves. Des trois chaires vacantes auxquelles il s'agit de pourvoir, l'une était remplie par un professeur que la faculté s'applaudit de compter aujourd'hui au rang de ses professeurs titulaires, et dont la promotion, à la suite des plus mémorables concours dont la France garde le souvenir, a couronné le talent et le savoir, en même temps qu'elle a consacré le mérite éminent des rivaux honorés qui disputèrent avec lui la palme du concours et qui peuvent faire hésiter la conscience des juges.

L'un de ces rivaux était M. Vacquier, d'excellente et regrettable mémoire. Je l'ai vu, Messieurs, frappé dans la chaire du concours, comme par un coup de foudre, après un début brillant et du plus heureux augure ; je l'ai vu, trahi par ses forces, tomber en quelque sorte dans l'arène même du combat, en jetant un regard douloureux et triste vers la couronne qui apparaissait à ses yeux. Aux qualités du professeur et du jurisconsulte il joignit le courage et le dévouement du citoyen. L'estime publique le paya généreusement des sacrifices qu'il avait faits à la science et à son pays.

La fin de M. Deloume n'a été ni moins prématurée, ni moins digne de regrets. Son zèle pour l'accomplissement de ses devoirs, son caractère aimable, ses devoirs l'avait rendu cher à ses collègues, son souvenir a les mêmes titres à nos hommages.

Telles sont, Messieurs, les pertes que la faculté de Toulouse doit réparer, dans le concours dont une éminente bienveillance a daigné me confier la direction. Cet honneur insigne, Messieurs, qu'il me soit permis d'en reporter la reconnaissance à la faculté de Toulouse elle-même et aux magistrats respectés qui nous entourent. En m'envoyant siéger dans cette enceinte à côté de mes anciens maîtres, à côté de mes savants et très-honorés collègues, à côté des magistrats qui nous prêtent l'appui de leur prudence et de leur sagesse, le ministre a voulu consacrer par une adhésion solennelle leur bienveillance et ma gratitude qui se confondent ici dans un souvenir touchant.

La justice, Messieurs, trouve elle-même la garantie dans ces diverses circonstances. Le mérite des hommes qu'il s'agit de remplacer, l'importance et la gloire de la faculté de Toulouse, doivent nous rendre exigeants et difficiles. Sans doute, parmi les talents éprouvés qui vont disputer les suffrages de nos consciences, l'université ne peut trouver que des candidats dignes de la consoler des pertes qu'elle vient réparer aujourd'hui ; mais la palme appartient aux plus instruits, aux mieux préparés, et le mérite lui-même des candidats, leur noble confiance, le devoirs de nos charges, tout nous impose l'obligation d'être juste et sévère. Un orateur que je ne nomme pas, quoique son autorité fût grande dans cette enceinte, disait naguère devant la chambre des pairs de France : Le



quelles sont celles qui seraient d'un intérêt assez général pour être élevées au rang des routes royales.

Ministère de l'agriculture et du commerce. — **Administration centrale.** — L'organisation du personnel est prête ; elle donne lieu à la demande d'un crédit général de 511,300 fr., qui sera divisée en 2 parties ; l'une de 496,300 fr., représentant l'organisation définitive, l'autre de 15,000 fr. ayant un caractère éventuel et maintenu pour un état de choses que le temps doit modifier. Quant à présent, et provisoirement, c'est 12,300 fr. à ajouter au crédit du chapitre premier, qui se trouvera ainsi porté à 511,300 fr., et qu'elle propose d'adopter.

La commission émet le vœu qu'en dehors du cabinet du ministre, il n'y ait que 3 directions : celle de l'agriculture et des haras, celle du commerce intérieur et des manufactures et celle du commerce extérieur, avec une division pour la comptabilité.

Le nombre des chefs employés, de 122, descendra à 119 ; les chefs des grandes divisions seront secondés par 16 chefs de bureau, appuyés eux-mêmes sur des employés de divers grades, en nombre suffisant, bien rétribués, et donnant huit heures de travail par jour.

La commission demande que la nomination des directeurs ne soit pas soumise à la sanction royale.

Ecoles vétérinaires et bergeries. — La commission est d'avis de l'adoption d'une augmentation de crédit de 14,000 fr., pour recevoir, dans l'intérêt des études des écoles, dans les établissemens dépendant des écoles d'Alfort, Lyon et Toulouse, les animaux malades, des races bovine et chevaline, afin de développer l'enseignement pratique dans ces écoles ; ces moyens d'étude sur une nature vivante devant tourner au profit de la science.

Elle adopte également un crédit de 10,000 fr., destiné à accroître la dotation des établissemens suivans, savoir :

Rambouillet, 5,000 fr. — Moncavrel, 3,500 fr. — Lahaievaux, 1,500 fr.

Encouragement à l'Agriculture. — La commission adhère au crédit de huit cent trente mille francs, elle engage le ministre à entrer dans la pensée de la chambre, c'est-à-dire de propager en France l'élevage de la race bovine de Durham ; il ne saurait oublier qu'outre la part prélevée annuellement sur le crédit ordinaire de 800,000 fr. pour les acquisitions d'animaux, l'intention de la chambre s'est manifestée par l'addition d'un crédit en quelque sorte spécial de 30 mille francs.

La commission aime à penser, dit l'honorable rapporteur, que l'élevage ne sera pas accru, que la vacherie du Pin conservera son caractère purement expérimental, que des fonds suffisants seront employés en 1844 en achats d'animaux de la race de Durham importés d'Angleterre pour être vendus publiquement et donner ainsi, le plus tôt possible, satisfaction aux pressans intérêts de notre agriculture.

Haras et dépôt d'étalons. — 2,400,000 fr. — La commission croit que certaines améliorations se sont produites dans la production et l'éducation de la race chevaline.

L'état seul peut et doit fournir sur une vaste échelle les types régénérateurs ; l'état seul peut et doit encourager la production par tous les moyens en son pouvoir. L'état ne peut pas, ne doit pas, se livrer à l'élevage, cela est du domaine de l'industrie privée.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce, s'identifiant avec la pensée de la commission de 1843, a devancé l'époque pour préparer les modifications à apporter au régime préexistant, et entrant immédiatement dans la voie de la réforme, il a, dès l'année dernière, supprimé complètement l'élevage au haras de Rosières, et l'a notablement réduit au haras du Pin.

Par ce moyen les établissemens se sont enrichis de 100 étalons environ, et réduits de 44 jumens, 27 poulains et pouliches, et 19 chevaux de service. Les 68 jumens restantes se partagent ainsi : 31 à Pompadour, 19 au Pin, 18 au dépôt d'Arles.

Ce dernier dépôt renferme en outre 32 étalons et 38 poulains et pouliches. Le ministre a demandé à conserver les jumens attachées à ce dépôt, dans l'intérêt de la régénération de la race camargue qu'on veut réhabiliter par l'exemple d'un élevage judicieux.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce a déclaré que le réglemeut de la monte serait désormais strictement et uniformément exécuté, notamment en ce qui concerne la saillie, qui ne serait plus gratuite à l'avenir.

La commission ne saurait approuver la création d'un nouveau dépôt d'étalons à Lamballe. L'irrégularité de cette création a donné lieu à une autre irrégularité, c'est les traitemens du directeur et d'un agent, ensemble 4,200 fr. destinés à des complémens de traitemens à d'anciens officiers des haras, dont l'économie devait faire retour au trésor, au lieu de servir à solder des dépenses qui n'étaient pas autorisées.

La chambre, consultée, qu'elle votera sur l'adoption et le rejette.

Elle adopte, après discussion, dans le second paragraphe additionnel

M. RICHARD DES BROS adopte.

Adoption de l'art. 2.

La chambre adopte l'

Sur l'article 4, M.

un amendement qui a

l'état.

La séance est levée.

CORRE

CHA

(Pré

A deux heures la s

M. DE LAROCHEJAC

de l'enseignement.

L'ordre du jour est la

latif au chemin de fer

La chambre en est

Gauthier de Rumilly.

un crédit au gouverne

de la voie de fer sur

M. GUTHRIER DE F

rie d'exposé à la

chemins de fer par l'é

le chemin de Lyon et

tion de son amendeme

chemin de fer de l'ar

pagnie fermière, l'au

min de Lyon.

L'orateur reproduit

tions présentées par l'

l'amendement de M.

de la discussion du c

M. DE LAMARTINE

tisan de l'exécution co

que les circonstances

considérée par tout le

breux scandales avaient

Les partisans du mon

cession en faveur de l'

sortie de la loi de 18

ne faut pas exclure,

chambre.

Cette loi fait un pa

l'état : leur association

clausifs de l'exécution p

de 1842 réserve à l'ét

les baux à court term

Il est temps enfin d

de plus contraire à la

cette mobilité et cet

industrie.

M. GARNIER-PAGES

voix ! Non ! Non !

cuper long-temps la

quelques arguments ne

M. de Lamartine, j'ai

que sa fausse interpr

cette loi ? Je assure à

2° donner l'exploitatio

par la loi de 1842, je

en 1842, le maintien

et les baux à court ter

Tous ces avantages,

sant l'état maître de

j'ai encore 300 millie

demande au crédit 4

rails ? Comment faire

millions ! (Rumeurs.)

est facile. Un fait imp

place. (Ecoutez !)

C'est un célèbre banquier

les receveurs généraux

tration sait manier ha

tirer un avantage imm

niens du système de la

ment ce système est ex

léans. Le gouvernement

bien ! ces tarifs ne sont

ils ne le sont pas ; les

minuent selon leurs in

nistres) et vous n'avez

THESES

Res Q24/2

DE RE JUDICATA,

ET

DE EFFECTU SENTENTIARUM,

ET

DE INTERLOCUTIONIBUS

(ff LIB. 42, TIT. I),

QUAS COMPETITORUM DISPUTATIONIBUS SUBJICIET, ET TUERI CONABITUR,
DEO FAVENTE ET AUSPICE DEIPARA,

Pro Cathedrâ Juris actionum in consultissimâ
Jurium Facultate Tolosanâ vacante,

CONSTANTINUS DUFOUR,

IN EADEM FACULTATE VICARIUS ANTECESSOR,

Die Junii 19, horâ post meridiem secundâ.



TOLOSÆ,

EX TYPOGRAPHIA JOANNIS MATTHÆI DOULADOURE.

—
M. DCCC. XXXVIII.

JUDICABUNT :

VV. DD. CC.

GARRISSON, Scholarum juris Inspector generalis, in regiâ Curiâ Tolosanâ Præses, Legionis honoris Eques, *Præses certaminis*.

DELPECH,
FERRADOU,
LAURENS,
BENECH,
A. CHAUVEAU,
Legionis honoris
Eques,

} In consultissimâ
Jurium Facultate
Tolosanâ Ante-
cessores.

RESSIGEAC, Legionis honoris Eques,
in regiâ Curiâ Tolosanâ regius Advo-
catus.

PECH, ejusdem Le-
gionis Eques,
DEJEAN,
DARNAUD,

} In eâdem Curiâ
Consilarii.

ARGUMENTABUNTUR :

DD.

VACQUIER, Vica-
rius Antecessor,

MASSOL,

RODIÈRE,

J. GASC,

CABANTOUS,

AUZIES,

} Juris Doctores.

THESES

DE RE JUDICATA,

ET DE EFFECTU SENTENTIARUM,

ET DE INTERLOCUTIONIBUS.

ff LIB. 42, TIT. I.

INITIO cujusque disputationis declaranda vis verborum, sed breviter, ne magis contendatur de verbis quàm de rebus. Igitur paucis dicemus quid distet sententia à re judicatâ, et deindè materiam maximi momenti aggrediemur.

SENTENTIA et RES JUDICATA distant inter se sicut causa et effectus. Judicatum, inquit Tullius, est id de quo sententia lata est; sententia autem est pronuntiatio judicis. Verumtamen non quævis pronuntiatio, quâ jubetur aliquid aut vetatur, sententia est; sed illa solùm quæ finem controversiis imponit. Nihil ad rem facit quòd possit appellari; sufficit enim finitam esse litem mente et proposito judicis, atque in eo judicio quo agebatur.

Nunc distinguendum est:

1.^o Cum Lege 14 *nostri tituli* inter jussum prætoris et sententiam; hæc mutari non potest, illud contrario imperio tollere et repetere licet. Sic, si præses caveri jussit damni infecti in triennium, deindè potest in longius tempus, L. 10, ff *de præt. stip.* Aliud exemplum habemus in Lege 9, ff *de rebus eorum qui sub tut.*; hìc prætor de-

crevit prædia venundari ; deindè ipse aut ejus successor id decretum mutavit.

Hoc ità , quia cùm hæc statuuntur ad jus futurum postulantis conservandum , vel ad ipsius utilitatem , æquissimum est ea tolli si ad eam rem vel non satis esse , vel jam non necessaria videantur.

2.^o Inter sententiam propriè dictam quæ ad decisionem litis pertinet , et interlocutiones seu pronuntiationes quæ magis spectant ad præparationem causæ , aut ordinationem executionis. *Arg. l. 15, § 2, h. t. (1).*

His præmissis , dicendum esset de effectu sententiarum seu de actione judicati , et de executione sententiæ ; quæ materiæ maximè tractantur in nostro titulo. Cùm tamen difficile sit effectum et causam sigillatim perpendere , nec quisque effectus seorsim ab alio tractari possit , saltem sine incommodo , juris nostri conditores quædam hîc attigerunt circa sententias et exceptionem rei judicatæ , quamvis aliàs expositæ fuissent in titulis *de judiciis* et *de execut. rei judicatæ*. Nos igitur , legislatoris vestigia sequentes , dicemus , 1.^o de sententiis , 2.^o de effectu earum.

CAPUT I.

DE SENTENTIA.

Ordo naturalis postularet ut , antequàm de sententiâ diceremus , quædam præmitterentur circa interlocutiones , quæ plerumquè sententiam præcedunt. Quia tamen illæ nonnunquàm ad ordinandam executionem sententiæ adhibentur , et quia multa communia sunt sententiis et interlocutionibus , primùm videre liceat de sententiâ propriè dictâ , deindè breviter de interlocutionibus.

(1) Nonnunquàm apud doctores *jussus* et *interlocutio* idem sonant. Item *interlocutio* quandoquè *sententia* ab illis vocatur ; et è contrariò *sententiæ* verbo aliquoties hoc tantùm judicis dictum designant , à quo appellari non potest.

Hæc quidem usurpari possunt cùm lex ipsa nihil de accuratâ horum verborum significatione caveat. Nobis tamen propriam cuique verbo significationem accommodare utile visum est.

SECTIO I.

De Sententiâ propriè dictâ.

Sententia *propriè dicta*, sive *definitiva*, est, ut jam diximus, judicis pronuntiatio liti finem imponens.

Ut autem dictum judicis vim juris obtineat, quædam requiruntur: 1.^o in personâ judicis; 2.^o in personâ partium; 3.^o in formâ sententiæ.

§ I. *Quæ requiruntur in personâ Judicis.*

Nobis non est disserendum de magistratu competente, qui, more antiquo Romanorum, in jure statuebat, jurisdictionem habebat quæ potissimum consistit in licentiâ judicis dandi; sed dicendum est potius de judice ipso, ad quem notio pertinet, etsi non habeat jurisdictionem. Hujus sententia vim rei judicatæ habuit, sicut dictum ipsius magistratûs cum olim extra ordinem cognoscebat; et ideò rectè ab Ulpiano reprehenditur prætor (*L. 5, pr., h. t.*) qui *jurisdictionis* nomen pro *notionis* verbo usurpaverat.

Non autem omnes judices dari possunt ab his qui judicis dandi jus habent. Quidam enim naturâ impediuntur ne judices sint, quidam lege, quidam moribus.

NATURA, ut surdus mutus, et perpetuò furiosus.

An autem sententia à minore viginti quinque annis lata valeat quæsitum est. Sed cum hæc res distinctionem recipiat, certis regulis commodiùs explicabitur.

Primò, impubes neque judex esse, neque sententiam dicere potest.

Secundò, minor viginti quinque annis adultus magistratum gerere potest, et jurisdictio ejus non improbabitur. Princeps enim qui ei magistratum dedit, omnia gerere decrevit, *L. 57, in f. h. t.*

Tertiò, minor viginti quinque annis, dummodò sit major decem et octo, rectè judex datur, scilicet à prætore aut alio magistratu qui jus dandorum judicum habeat, *d. L. 57*. Non tamen ante vicesimum annum potest quis invitus cogi ad judicandum, *L. 41, ff de receptis*,

licèt alioquin munus judicandi detrectari nequeat. L. ult. § 14, ff de muneribus et honor.

LEGE impeditur qui senatu motus est ; quod fortassè ad cæteros infames trahendum est.

MORIBUS , feminæ et servi. Circa servos illud observandum est quod , si quis publicè liber existimetur , sustineatur sententia ab eo dicta. L. 2 , Cod. de sent. et interlocut.

§ II. Quæ requiruntur in personâ Partium.

Inprimis requiritur ut partes præsentés sint , vel per se , vel per idoneum defensorem.

Sententia enim præsentibus iis quos causa contingit ferenda est , nec absenti nocet (L. 47 , h. t.), nisi contumax fuerit.

I. Contumax est qui , tribus edictis propositis , vel uno pro tribus , quod vulgò *peremptorium* appellatur , litteris evocatus , præsentiam suâ facere contemnit , L. 53 , § 1 , h. t. Vide tamen L. 47 in fine ; L. 53 , in princ. h. t. ; L. 9 et 2 , Cod. Quomodò et quandò judex sentent.

II. Poena contumaciæ irrogatur adversùs eos qui contemnunt præcepta magistratûs ; indè sequitur ,

1.º Contumacem habendum non esse eum qui adesse non potest propter adversam valetudinem , id est propter morbum sonticum , qui cujusque rei agendæ impedimento est , L. 60 , h. tit. Ex Gellio (Noctes Atticæ , l. 14 , cap. 2) discimus Legem XII Tab. statuissè , si judex vel alter ex litigatoribus morbo sontico impediatur , diem judicii esse diffisum.

An autem sonticus morbus sit , quæstio est facti , quæ judicatur ex conjecturis , ut videre est ex dictâ Leg. 60.

Cùm absens alio morbo laborat , judex contra illum rectè pronuntiat ; potuit enim litigare per procuratorem , nec illi subvenitur nisi ex magnâ et probabili causâ.

2.º Item , is qui ad majus auditorium vocatus , litem inchoatam deseruit , contumax non videtur , L. 54 , § 1 , h. t. ; quod etiam dicendum est de eo qui pertinet ad aliam jurisdictionem.

3.º Contumaces quoque non sunt, absentes ex justâ causâ, quibus quodammodò similes sunt qui propter ætatem vel animi imbecillitatem se defendere nequeunt. Idcirco, in Leg. 54 *nostri tituli*, Paulus tractat simul de pupillo et de eo qui abest reipublicæ causâ. Ex utroque dicitur propositum peremptorium contra eos non valere; quod non est admittendum sine distinctione. Absens potest mittere procuratorem et per illum litem sequi; minor indefensus, nec jus, nec potestatem habet propter imbecillitatem animi. Ratio igitur postulat ut sententia contra illum sit omninò nulla; contra absentem ità demùm cum edictum neque propositum est, neque ad ejus notitiam pervenit.

Alia causa est edicti propositi, aut denuntiationis rectè factæ. Tunc, ut mihi videtur, judex jus habet statuendi contra absentem qui tamen restitui potest in integrum. *Arg.*, L. 1, C. *quibus ex caus. maj.*; L. 4, C. *de procurat.*

III. Certissimo jure contra præsentis sententia proferenda est. Sed quid dicemus si aliquis litigat per procuratorem? utrùm in illum an in dominum statuendum est? Hic meminisse liceat, jure Romanorum, lite contestatâ novationem fieri; ergò obligabatur procurator; ergò contra eum proferenda erat sententia. L. 1, C., *de sentent. et interloc.*

§ III. Quæ requiruntur in Formâ pronuntiationis.

Doctores vulgò distinguunt inter formam intrinsecam et extrinsecam, et deindè litigant de ordinandâ materiâ. Nos, more nostro, singula quæque ordine suo perpendemus, quâ ratione poterimus, et definitiones periculosas eâdem curâ quâ nimis dissolutam orationem vitare conabimur.

Hæc tria ponantur principia: judex debet statuere, 1.º secundùm mandatum suum; 2.º secundùm finem propositum; 3.º secundùm formam jure ordinatam.

I. *Judex debet statuere secundùm mandatum suum.*

a. Potestas judicantis in eo concluditur ut sententiâ suâ complectatur solùm rem in judicium mutuâ actoris et rei petitione deductam, cum accessionibus quas causa secum trahit; observato etiam quod sumptus

litis ipso jure in judicium deducantur, licet nulla eorum mentio in lite contestandâ facta sit.

Si tamen convenerit inter litigatores quid pronuntietur, non abs erit judicem hujusmodi sententiam proferre, modò tamen nihil contrarium bonis moribus ab illo petatur.

b. Quoad formam mandati, sciendum est more antiquo judiciorum, prætorem per formulam dedisse judici facultatem condemnandi aut absolvendi. Quòd si alterutrum tantum eorum formula contineat, admissum fuit principium : qui potest damnare, absolvere potest. L. 3, *nostri tit.*

c. Mandatum exequi debetur ut voluit præponens.

Undè, si duo judices dati diversas sententias tulerint, cum sint æquali potestate, necesse est ut sententia in pendentia sit, donec competens judex unam earum confirmaverit. L. 28, *h. t.* Hæc Modestini decisio rationi convenit, et certè servanda est in duplicibus judiciis in quibus utraque pars vices actoris et rei sustinet. — In compluribus causis aliter observatur, 1.^o propter favorem causæ; sic, si dissonæ sententiæ proferantur in judiciis de libertate, de dote aut de testamento, pro libertate, pro dote aut testamento statutum obtinet. L. 38, *h. t.*; 70, *de jure dot.*, et 10 *de inoff. testamen.*; 2.^o propter favorem rei; itaque si diversâ quantitate condemnent judices, minimam spectandam esse Julianus scribit.

Sanè, qui plures quàm duo judices dat, intelligit minorem partem majori cedere debere; sed vult tamen omnes adesse et judicare.

Quibus positis, facilè demonstratur sententiam à pluribus prolatam, cum unus abest, nullam esse; è contrà illam tenere, etiamsi præsens contrà sentiat. L. 36, 37, 39, *h. t.*

d. Judex eodem die et loco pronuntiare debet quo præses provinciæ præcepit, alioquin sententia nulla est, nec opus est remedio appellationis. L. 6, C. *quandò prov.*; L. 5, *quomodò et quandò.*

e. Finem accipit mandatum latâ sententiâ, quam jam ampliùs judex corrigere non potest; semel enim malè seu benè officio functus est. L. 55, 62, *h. t.* Sanè non prohibetur magistratus verba actorum

emendare tenore sententiæ perseverante ; sed cùm illud etiam non sit sine periculo , vix est ut admitti debeat , obscuritatis causâ , interpretationem addere.

II. *Judex debet statuere secundum finem propositum.*

Leges servare et controversias dirimere, hæc est summa omnis judicii.

1.º *Leges servare ,*

Cùm sententia contra leges aut constitutiones fertur, nulla est. Hoc multis locis declaratur, sed non est admittendum sine observatione.

Facta jam non sunt ambigua, lex clara, et tamen judex contra ipsius tenorem manifesto sermone pronuntiat ; sic dicit potuisse minorem quatuordecim annis testamentum facere ; aut etiam usuras usurarum deberi : in utroque casu nulla sententia est, nec provocationis auxiliũ necessarium.

Sed quid fiet si de ætate judex dubitans, dixerit defunctum potuisse facere testamentum ? Quid si apertè contra leges non statuerit, sed in computatione usuras usurarum admiserit, cùm illud expressè non dixerit ? Quid tandem si, cùm sensus legis non facilè percipiatur, aut applicatio difficilis sit, judex malè pronuntiaverit ?... In his et similibus casibus, sententia tenet, et ab illà appellandum est. L. 2, C. *quandò prov. non est nec.* ; 32 et 27, *h. t.*

Hæc regula videtur admittenda : cùm dubitatur utrũ sententia vim aliquam habeat, appellandum est.

2.º *Controversias dirimere.*

Ut finem liti imponat, debet judex aut reum absolvere, aut condemnationem (nisi naturâ causæ illud fieri non possit) certam facere.

Meritò reprobatum ista sententia : *Solve quod debes cum usuris, si quæ competunt*, et aliæ similes.

Verũ, cùm idem sit certum esse per se vel per relationem ad aliud certum, si dixerit judex : *Solve quod petatum est, aut quantum petatum est*, sententia valet.

Officium judicis facile est, maximè cùm in rem agitur aut etiam in personam, si certa pecunia petatur. Quid verò si certum corpus vindicatur, aut in obligatione fuit, et periit post litem contestatam ? Tunc dici potest absolutionem rei omninò faciendam esse, quia causa in eum

casum cecidit à quo incipere non poterat; quod tamen non admittit Paulus, saltem circa fructus. L. 8, *h. t.*

Nonnunquàm evenit ut necesse sit condemnationem fieri in aestimationem rei petitæ, aut in id quod interest, quod maximè accidit in obligationibus quæ in faciendo consistunt. In his iudex in aestimatione spectare debet ad novissimum solvendi tempus, quod, si dictum est quo die fieri deberet, est dies constitutus; L. 11, *h. t.*, si dictum non est, litis contestatæ.

Quæri potest si iudex, posteaquàm de re cognovit, ferre recuset sententiam, sed velle se ad principem referre testetur, an, hâc arte, litigatores impunè frustrare possit? Certum est hoc iudici non licere, quod prohibet Justinianus suâ novissimâ constitutione, *Auth. novo jure*, Cod., *de relat.*

III. *Judex debet statuere secundum formam jure ordinatam.*

Ut rectè à iudice statuatur, debet observare quæcunque necessaria sunt ut melius causa litigatorum cognoscatur. Imprudens qui nimium fidens doctrinæ suæ, libello actoris responderet inauditâ alterâ parte, nihil ageret. Nec distinguendum est utrùm de jure aut de facto disceptandum fuisset; semper bonus iudex partium allegationes audire et perpendere debet.

Judicia non solum spectant ad privatorum utilitatem, sed reipublicæ interest ut religio et justitia magistratûs eluceat; nunquàm ergò nimis scrupulosus erit in implendo officio. Omnia solemniter agere; sententiam ipse ex scripto, interdiù, nec die feriatâ, et, quo melius ab omnibus audiri possit, in vernaculo et plebeio sermone, recitare debet. L. 6, Cod., *de sent. et arg.*; L. 48, *h. t.* L. 12, Cod., *de sent.*

SECTIO II.

De Interlocutionibus.

Ex jam dictis apparet *interlocutiones* vocari dictum iudicis ad præparationem decisionis vel ad ordinationem executionis pertinens.

In variâ interlocutionum causâ impossibile est generaliter definire

quid commune habeat interlocutio cum sententiâ. Hoc, in unoquoque negotio, ex ipsius naturâ pendet.

Quasdam tantum inter utramque differentias notare fas est.

1.^o Sententiam propriè dictam mutari ab ipso iudice non posse, certissimi juris est. Verum utilitas exigit ut mutatio interlocutionum et correctio permittatur iudici; et nihil certè perniciosum est, si primò jussit adesse calendis, mox idibus. L. 19, § 1, ff *de receptis*.

Cæterum quoties mutari aut revocari possit interlocutio, nullo certo jure definitum est; quare id relinquitur arbitrio iudicis, ita ut nimia variatio aut inconstantia vitetur.

2.^o Sententia necessariò condemnationem vel absolutionem continet, quando lis exigit; non item interlocutio.

3.^o Sententia ex scripto recitanda est; quod non requiritur in interlocutione. Arg. L. 2, Cod. *de sent. ex peric. recit.*

4.^o Ut emendari possit sententia rectè dicta, opus est remedio appellationis; hoc inutile est ad emendandas interlocutiones.

CAPUT II.

DE EFFECTU SENTENTIARUM.

I. Iudicis sententia, quæ neque contra jus apertè scriptum lata est, nec juris formam necessariam offendit, nec provocatione suspenditur, rei judicatæ auctoritate nititur, id est pro veritate habetur.

II. Magistratus sententiam suam nec rescindere, nec etiam corrigere poterat sub prætextu falsæ computationis, nisi vitium ex verbis ipsius sententiæ appareret, ut putà si dixisset: *Cum ex diversis causis debeas quinquaginta et viginti quinque, te damno in centum.*

Hoc tantum concessum fuit ut prætor, et etiam iudex, eodem die, supplere possint quæ ad consequentiam quidem jam statutorum pertinent, priori tamen sententiæ desunt, ut putà expensas. L. 42, *h. t.*

Princeps tamen quandoquæ auctoritatem suam interponebat (quod nunc lex generalis est), et prout agebatur de negotio publico aut privato, prout sententia leviori aut firmiori probatione nitebatur, hanc servare

aut evertere recusabat. Sic, in negotio publico, ex causâ permissum fuit, sub obtentu novorum instrumentorum, rem restituere. Non ità fuit in causâ privatâ, nisi levis fuerit probatio : verbi gratiâ, si reus absolutus sit exacto jurejurando in causâ dubiâ, non prodest ei exceptio rei judicatæ, si adversarius nova instrumenta invenerit. L. 35, *h. t.*; 31, ff *de jurejur.*

Si aliquid grave admissum fuit, ità ut magis intersit reipublicæ crimen puniri quàm stare rei judicatæ, tunc evertitur; ut si testes corrupti falsum testimonium dixerint, aut si sententia lata sit ex falsis instrumentis. L. 33, *h. t.*, Cod. *si ex falsis instrumentis jud.*

III. Nascitur ex re judicatâ, et actio adversus eum competens qui ritè condemnatus est, et exceptio quæ non solùm reo impertitur quem sententiâ suâ judex absolvit, verùm etiam ei qui actione vicit, ac postea ab adversario ex eâdem causâ convenitur. Dicemus in triplici sectione : 1.^o breviter de exceptione rei judicatæ quæ tractatur in aliis titulis ; 2.^o de actione rei judicatæ ; 3.^o de executione sententiæ.

SECTIO I.

De Exceptione rei judicatæ.

I. Tritum est principium rem judicatam aliis non nocere, nec prodesse. Obstat igitur tantùm exceptio, quoties inter easdem personas eadem quæstio revocatur. Eadem esse personæ non ipsæ modò intelliguntur inter quas judicium actum est, earumve hæredes, sed et singulares successores.

II. Jam nulla dubitatio est ; sed non æquè facile est respondere cùm movetur controversia de re in quâ nobis jus aliquod concessum fuit, et agitur questio inter auctorem nostrum et tertium vindicantem ; veluti, si creditor experiri passus sit debitorem de proprietate pignoris ; aut maritus socerum vel uxorem de proprietate rei in dotem acceptæ ; aut possessor venditorem de proprietate rei emptæ. In his et similibus casibus hæc ponenda videtur regula : *quod cum litis domino sciente et alterâ parte, quæ prohibere potuit, statutum est, habet erga omnes vim rei judicatæ*, l. 63, *h. t.*

III. Quandoquè res inter extraneos judicata nobis, etiam igno-

rantibus nocet ; illud evenit cùm ipsius naturâ res in iudicium deducta penitus consumpta est ; sic, si ex causâ de inofficiosi cognoverit iudex, et pronuntiaverit contra testamentum, libertates ipso jure non valent, nec legata debentur, sed soluta repetuntur, L. 8, § 16, *de inofficioso test.*

Hæc nobis tractanda erant de exceptione rei judicatæ propter Legem 63 *nostri tituli*. Qui plura volet, adeat titulum *de exceptione rei judicatæ*.

SECTIO II.

De Actione rei judicatæ.

Actio rei judicatæ, judicati persequendi causâ comparata est.

Tractabimus :

- 1.º De naturâ illius actionis ;
- 2.º de tempore quo moveri potest ;
- 3.º de personis contra quas datur.

§ I. *De Naturâ actionis rei judicatæ.*

Nihil commune habet actio judicati cum actione quæ agitata fuit in iudicio ; quæ potuit esse poenalis, aut è delicto venire, aut etiam vindictam spirare. Notum est actiones poenales brevi tempore perire, item actiones ex delicto non transire in hæredes, tandem actiones vindictam spirantes non competere hæredi. Hæc, si omnes in iudicium deductæ fuerint, perpetuantur, hæredi et in hæredem competunt. L. 6, § 3, *h. t.* Jam non quæritur cur judicatum fuerit, sed utrùm judicatum fuerit, et ideò dicitur nostra actio *adjectitiæ qualitatis*.

Quid plura ? Litis contestatione et iudicio fit duplex novatio (nimirum in gratiam actoris), ut rectè docet Gaius, à quo etiam discimus hoc non fuisse perpetuum, Comment. III, § 180, 181.

Quæritur autem cur hæc actio admissa fuerit cùm, ut creditur, executio, nec vocato reo, implorari potuerit ? Et mihi placet ratio existimantium hoc ità præcipuè statutum fuisse, quia condemnatus negare potest illud judicatum fuisse quod actor dicit ; quam controversiam dirimere admodum utile est antequàm ad executionem progrediatur. Nisi fortè dicamus executionem ipsam ab actione judicati venire.

§ II. *De tempore quo moveri potest Actio judicati, sive de Beneficio*

INDUCIARUM.

I. Sciendum est Lege XII Tabularum tempus triginta dierum indultum fuisse reis in personalibus causis, ut pecuniam pararent et judicato satisfacerent. Hoc jus, ut apparet ex Lege ult., § ult., *de usur. rei jud.*, immutatum fuit ante tempora Justiniani, et duo menses damnato concedebantur; quibus imperator duos alios addidit.

Ex recentiori igitur jure, concessum est reis quadrimestre tempus, quod, illis petentibus, ex causâ quandoquæ augetur.

È contrario, si causa aut persona victoris favorabilior sit, tempus legitimum non spectatur; ità quidem in causâ alimentorum, et cum minoribus per restitutionem in integrum succurritur.

II. Hæc, cum in personam agitur, in actionibus autem in rem, si contra possessorem judex pronuntiat, jubere debet ut rem ipsam restituat cum fructibus. Sed si possessor neget in præsentem se restituere posse, et sine frustratione videbitur tempus restituendi causâ petere, indulgendum est ei, ut tamen de litis æstimatione caveat cum fidejussore, si intra tempus quod ei datum est non restituisset. Inst., t. *de offic. jud.* § 2.

III. Cæterum beneficium illud magis causæ quàm personæ cohæret; conceditur omnibus reis, et transit ad hæredes, cæterisque eorum successoribus. L. 29, *h. t.*

IV. Unicuique licet juri in favorem suum introducto renunciare, et certo certius est debitorem intra tempus concessum posse solvere, quamvis olim dubitatum fuerit. Quare si reus pecuniam quâ tenetur, aut quod in solutione est præstiterit, v. g., si in actione noxali decem condemnatus noxam dederit, liberatur. Nulla est actio judicati.

Idem dicendum est si novatio intercesserit; quam quidem non agnoscimus ex eo quòd pignora accepta sunt, vel fidejussores in rem judicatam.

At, quid respondemus si condemnatus expromissorem idoneum obtulerit?

Videndum est utrùm novare cum illo obligationem victor teneatur. Illud Labeoni placuit; sed magis existimat Ulpianus huic sententiæ non esse accedendum, nisi ex magnâ et probabili causâ; noluit enim prætor obligationes ex obligationibus fieri, lites ex litibus nasci.

§ III. *De Personis contra quas datur Actio judicati.*

I. Tempus concessum transactum est, et obligatio judicati nec soluta nec novata fuit. Videamus contra quos actio judicati moveri possit et quomodò.

Hæc actio datur contra judicatum vel eum qui in ejus locum successit, ità ut, quamvis pupilla tutore auctore condemnata sese abstinuerit bonis paternis, nihilominus sententia lata, sine fraude tutorum, vim rei judicatæ obtinet contra substitutum aut cohæredes ad quos bona defuncti pervenerunt.

Res sic se habet cùm dominus ipse condemnatus fuit. Si per procuratorem litigatum est et iste condemnatus, quæritur utrùm contra condemnatum, an contra mandantem actio judicati competat? Subtilitate juris, procurator litem contestando, obligationem novando, factus est litis dominus; quamobrem, jure antiquissimo, contra illum agebatur utpotè solum obligatum. Et illud hodiè adhuc observatur cùm procurator datus est in rem suam, L. 4, *pr. h. t.* In aliis casibus, generaliter receptum est judicati actionem in eum denegari et in dominum dari; quod magis obtinuit in favorem tutorum et actorum municipium.

II. Actio judicati datur in solidum contra condemnatum. Si plures unâ sententiâ in eâdem quantitate condemnati sunt, humanius est ut singuli pro portione tantùm virili conveniri possint, quâ solutâ, alter ex alterius personâ non teneatur, licet in solidum antea ut plures rei debuerint; ideòque judicis est addere in solidum.

Transacto induciarum tempore, reus tenetur etiam inferre actori usuras centesimas. *Tot. t. Cod. de usuris rei jud.*; vide tamen, L. ult. *h. t.*

Nisi victori omnimodò satisfactum fuerit, sententia mandatur executioni.

SECTION III.

De executione Sententiæ.

In sentiitiis exequendis certus ordo servandus, certique sunt executionum modi præfiniti, velut hi : rei, quæ restituenda est, à possessore ad victorem translatio ; missio in debitoris bona, quâ tamen magis cautio præstatur victori, quàm executio fit ; in carcerem con-jectio, L. 1, Cod., *qui bon. ced. poss.*, ad quam pertinet Lex 34, *h. t.* ; tandem pignorum capio, distractio aut addictio. De his ultimis nobis incumbit disserere.

Circa executionem sentiitiæ videndum est :

- 1.º A quo sententia mandatur executioni, et quæ sint fines potestatis ejus ;
- 2.º De exceptione quâ vitatur executio in solidum, seu de beneficio competentiae ;
- 3.º De ordine servando in capione, distractione et additione pignorum.

§ I. *A quo Sententia mandatur executioni et quæ sunt fines potestatis ejus.*

I. Magistratus non modò suam, sed judicum etiam à se datorum, sententiam exequentur ; nam posteriores, cùm neque imperium ullum habeant, neque jurisdictionem, sed notionem tantùm, id est simplicem cognoscendi facultatem, sententiam à se dictam exequi non possunt.

Magistratus igitur qui, vel sententiam dixit, vel judices dedit, plerumquè sententiam exequitur. Nonnunquàm tamen necesse est ad hunc finem alium præponi ; veluti cùm is, qui Romæ damnatus est, prædia alibi et possessiones habet ; et idcirco rescriptum fuit sententiam Romæ dictam, etiam in provinciis præsides, si hoc jussi fuerint, ad finem persequi posse.

II. In executione sentiitiarum magistratus certè nihil contra judicatum statuere potest, sed, si quid obscurum in sentiitiâ inveniatur, necessaria interpretatio illi permittitur.

III. Sæpè, post capionem pignorum incidit controversia rerum quæ

captæ fuerunt. Ejus est, qui sententiam exequitur; cognoscere etiam de proprietate rei. Sed, circa effectum sententiæ, rectè distinguitur utrùm secundùm debitorem an secundùm tertium vindicantem judicatum fuerit. Primo casu, res judicata exequitur; posteriori autem, dimittitur tantùm res et aliud pignus capitur. Sed, hâc summariâ cognitione, non præjudicatur debitori, qui, jure ordinario, poterit rem repetere, L. 15, § 4, *h. t.* Ex his fortè conjici potest in his quæstionibus debitorem non fuisse vocatum, quod maximè notandum est, cum omnibus quæ in hoc § continentur et sapienter constituta sunt.

Generaliter dicendum est, post distractionem aut additionem pignorum, cessare officium executoris, L. 15, § 6, 7, *h. t.*

§ II. De Beneficio competentie.

Tempus induciarum elapsum est; magistratus paratus ad exequendum; jam nulla venia damnato conceditur, ut ne teruncius quidem ei relinquatur. Quod, summum jus, legis beneficio in favorem quarundam personarum certis casibus temperatur. De his quibus hoc conceditur dicimus: *Damnantur in tantùm quantùm facere possunt.* Quia tamen hæc postulatur venia, maximè cum sententia mandatur executioni, ad hunc locum pertinet.

Beneficium *competentie* multùm differt à beneficio *induciarum*, de quo jam locuti sumus. Hoc magis conceditur causæ quàm personæ; illud autem personæ cohæret, aut etiam magis propter relationem personarum conceditur. Indè multa sequuntur, ut mox apparebit in expositione materiæ quam tractabimus hoc modo:

Loquemur, 1.º de personis quibus hoc beneficium competit; 2.º de his qui orbantur hoc privilegio et de ejus extinctione.

I. De personis quibus hoc beneficium competit.

Nemo potest tale privilegium appetere, nisi lege concessum fuerit. Igitur, jure constituto, hoc gaudent favore,

1.º Liberi et parentes inter se; 2.º socii, saltem totorum honorum; 3.º conjuges; 4.º patronus et liberti; 5.º donator, cum propter donationem convenitur, et quidem solus deducto ære alieno; 6.º socer, cum, stante matrimonio, contra illum actio movetur; soluto autem matrimonio,

hoc beneficium circa dotem conceditur, si nulla fraus illi imputari possit, L. 21, 22, *h. t.*; 84, *de jure dot.*; 17, *solut. matrim.*; 7.^o milites qui sub armatâ militiâ stipendia meruerunt, et maximè filius familias qui convenitur propter castrense peculium, L. 7, ff *de castr. pecul.*; 4 Cod. *de except. rei judic.*; 8.^o filius à patriâ potestate solutus, cùm propter obligationes antea contractas convenitur, non multò post finitam patriam potestatem, siquidem ille nihil aut minimam, pro modo debiti, hæreditatis paternæ partem acceperit; 9.^o maritus et ejus pater et filius, cùm dos, soluto matrimonio, ab illis petitur; 10.^o tandem, qui bonis cesserunt, eorum quidem ratione quæ postea acquisierunt; sed in hoc casu privilegium conceditur causâ singulari, et ideò tractatur in alio titulo.

II. *De his qui orbantur hoc privilegio et de ejus extinctione.*

I. Beneficium competentiae cohæret personæ; imò, interdum etiam certis tantum agentium personis opponi potest, nec ampliari debet cùm jure singulari nitatur; idcirco, non solum non competit hæredibus, L. 24, § 1 et 25, *h. t.*, sed etiam fidejussoribus; qui tamen regressum contra debitorem habere possunt. L. 24, *pr.*, *h. t.*

II. Hocce beneficium solius exceptionis terminis circumscribitur, et evanescit,

1.^o Renuntiatione, quæ tamen interdicatur marito. L. 14, § 1, *solut. matr.*

2.^o Cùm aliquis propter dolum, quod contra illum proponi potest, convenitur. L. 22, § 1, *h. t.*

3.^o Cùm jam solutum est.

Vix observandum superest alimenta concedi personis exceptis, pro modo statûs et necessitudinis.

§ III. *De ordine servando in capione, distractione et additione pignorum.*

Jam nihil obest executioni; omnia parata sunt; magistratus adest; quo ordine fungetur officio?

Hoc luculenter tractat Ulpianus in *Leg. 15 nostri tituli*. Summatim igitur à nobis dicendum est quod optimo legislatoris commentario nititur.

Discimus ex lege res mobiles primò et animales, iisque omninò deficientibus vel non sufficientibus, immobiles captas fuisse. Quòd si horum omnium fuerit penuria, ad nomina tandem perveniebant.

His positis, nos docet jurisconsultus nihil impedimento esse quominùs res debitoris capiantur et distrahantur, quamvis antè alteri pignoratæ fuerint, modò huic satisfaciatur.

Tandem, ad extremum proponit quid juris esse debeat si pignora capta (post intervallum duorum mensium ab apparitore subhastata) emptorem non inveniant? Tunc ex rescripto addicuntur ipsi creditori utiquè eà quantitate quæ debeatur; nisi maluerit pignora in creditum possidere iisque esse contentus, quo casu non potest, quod ampliùs sibi debetur, petere.

QUÆSTIONES.

I.

Homo petitus decessit post litem contestatam : quæritur utrùm absolutio, quoad ipsius pretium, facienda sit?

Respondeo affirmativè.

II.

Curiosè tractatur utrùm actio judicati civilis sit aut prætoriana?

Respondeo : Mihi videtur ex Gaio (*Comment.* 3, § 180 et 181) distinguendum esse inter legitima judicia et ea quæ imperio continentur.

III.

Beneficium competentiae peti-ne potest à fratribus?

Respondeo affirmativè.

IV.

Idem beneficium competit-ne sociis unius rei?

Negativa placet.

V.

Socii possunt-ne, in coeundâ societate, huic beneficio renuntiare?
Respondeo affirmativè.

VI.

Parentes et liberi possunt-ne inter se, in contrahendâ obligatione,
huic beneficio renuntiare?
Respondeo negativè.

VII.

Is cui mandata est jurisdictio potest-ne exequi sententiam?
Potest.

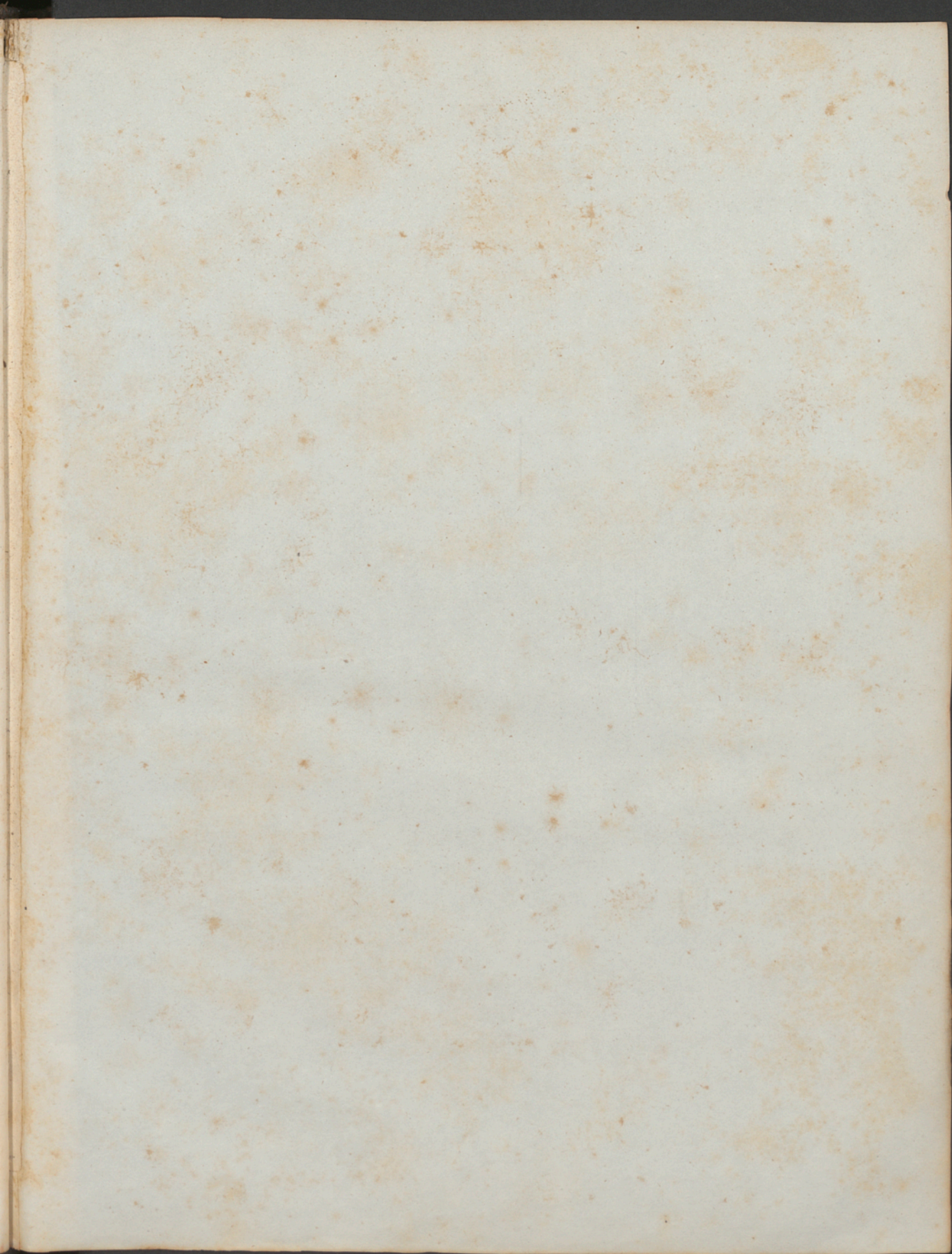
VIII.

In Lege 15 *nostri tituli*, ordo capionis pignorum propositus-ne est in
favorem creditoris aut rei?
Distinguendum puto.

VU :

*Le Président à la Cour royale , chargé
provisoirement des fonctions d'Inspecteur
général des écoles de Droit, Président du
Concours ,*

GARRISSON.



Socii possunt, in causa christiana, aut non se committere?

Respondet affirmative.

Parentes et liberi possunt se inter se, in contrahenda obligatione, uti officio committere?

Respondet negative.

Si cui civitati vel jurisdictioni potest se exequi sententia?

Potest.

In lege, si extra legem, ordinatio pigrius in propriis in eo, in
legem, si extra legem, ordinatio pigrius in propriis in eo, in

Respondendum patet.

*La Prudence, le bon sens, et la
providence, les principes de la morale
générale des écoles de la République.*

GARRISON.

Account of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the



Résultat du Concours.

Chaire de Procédure.

M^r. Rodière 9 voix.

M^r. Dufour 1. voix.

Suppléance.

1.^{er} Tour de scrutin.

M^r. Cabantous 4 voix.

M^r. Molinier 5 voix.

M^r. Massol 1. voix.

2.^{ème} Tour de Scrutin.

M^r. Molinier 6 voix.

M^r. Cabantous 1. voix.



